

México, Abril 12 de 1923.

Señor Don Fernando Torreblanca.
Secretario Particular del
C. Presidente de la Republica.
Palacio Nacional
Presente.

Muy Distinguido Señor:

Conforme las instrucciones que he recibido de V. el sábado 7 de este mes, he teleografiado á los señores Banqueros de Paris representados por el señor Henry Marcel Stoll, 9, Boulevard Jules Sandeau, Paris según consta por el texto que adjunto así como el recibo de la Oficina del Cable.

Esperaba ya tener contestación, pero probablemente la demora es debida á la ausencia de uno de los principales miembros del referido Grupo. Tan pronto como reciba contestación, se la comunicaré á V. inmediatamente.

Aprovecho esta ocasión para manifestar á V. que si no he tomado la precaución de acreditar ante V. mi personalidad, es por que yo estaba seguro que según documentos que adjunto á esta carta bajo el caracter de devolutivos, es porque estaba en la creencia de que a V. ya habrían llegado los papeles, cartas y expedientes que mis representados, "los Banqueros de Paris" han remitido á la Legación de México en Paris, Señor Encargado de Negocios, Doctor D. Alfredo Cabrera, por lo cual le ruego tenga a bien pedirlos al Sr. de Relación, para ilustrar su criterio acerca de mi personalidad.

Si á estos documentos que V. debería tener y á los que yo adjunto para su ilustración en cuanto á mi personalidad, se añaden los informes que el Señor Doctor Cabrera a "mi suplica" ha debido enviar para informar de la capacidad financiera de mis Banqueros, se explica que yo haya estado persuadido que no debía de ninguna manera hacer caso, ni justificarme de los cargos que la prensa mundial me ha hecho y quizás siga haciendo desde mi salida de Paris para esta Capital, con el fin doloso de buscarme serias dificultades entorpeciendo mis gestiones, haciendome aparecer de manera distinta de como soy y de lo cual altas personalidades de Francia son mis mejores justificantes.

Tan solo ruego á V. se penetre bien de lo contenido en dichos documentos y no dudo que V. apreciara con su fino criterio la labor que yo he desempeñado como financiero y tambien como buen patriota Mexicano.

El Memorandum-Programa, que yo he tenido el honor de presentar á V. en nombre de los Banqueros se puede "sostener" en todas sus partes.

Esperando que V. tenga á bien prestar toda su atención á mi carta y agradeciéndole á V. sus finas atenciones me es grato repetirme. S.S.

Sigue Anexo.

Luis Roumagnac

LISTA DE DOCUMENTOS/

- 1.-Copia de la carta del Sr STOLL, al Sr Encargado de Negocios,
Doctor CABRERA.
- 2.-Copia del resumen de las Conferencias del Sr ROUMAGNAC, con los
Banqueros, remitida tambien al Sr Dr CABRERA, por el Sr STOLL.
- 3.-4.-5.-Varias cartas dirigidas por el Sr STOLL al Sr. ROUMAGNAC.
- 6.-Carta del Sr de MEUR abogado del Sr. ROUMAGNAC en Paris, destruyendo
la Leyenda publicada en la prensa, en la misma fecha.
- 7.-Copia del telegrama y recibo del mismo, dirigido al Sr STOLL en
PARIS el dia 8 del presente mes.

(1)

Le 16 Février 1923

M^o

Monsieur de CABRERA
Charge d' Affaires

de la Légation du Mexique

144 Boul. Haussmann - PARIS

Monsieur,

Comme suite aux nombreuses conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec un véritable ami du Mexique (sujet Mexicain) je suis heureux de vous informer que j'ai réussi à intéresser grandement de hautes personnalités de la Finance Française au programme général & surtout bancaire du Président OBREGON .

Il s'agit en l'espèce d'une concession générale qui engloberait une Banque d'émission à privilège en même temps qu'une Banque Agricole laquelle, dans l'esprit du Gouvernement Mexicain, devra servir de base à l'établissement définitif de la Banque d'émission dite Banque du Mexique en projet, ainsi que pour l'octroi des concessions de pétrole ayant pour but d'alimenter les besoins de la France .

Au point où j'en suis des conversations avec cet Ami, qui part dans quelques jours pour traduire au Gouvernement l'intérêt très grand que j'attache à toute cette question d'intérêt Franco-Mexicain, il m'apparaît comme nécessaire, pour protéger mes négociations, que je sois régulièrement titulaire d'une option officielle qui pourrait me parvenir par vos soins .

Vous comprendrez que cette option me permettrait vis à vis de mes amis, de sortir du domaine des conversations pour rentrer dans les faits & ne pas risquer que pendant le voyage au Mexique de cet Ami, le Gouvernement Mexicain prenne des engagements avec d'autres personnalités que celles que je me propose de rallier à cette cause, dans l'intérêt même du Mexique .

Je viens donc vous prier de vouloir bien demander au Gouvernement de m'accorder une option générale d'une durée suffisante pour :

1° - permettre à mon ami Mexicain d'arriver à Mexico & de me faire confirmer par câble & par vos soins les bases générales de notre progalle .

2° - me permettre de constituer mon groupe définitivement & d'envoyer au Mexique un délégué expérimenté aux fins de définir sur place le développement du programme envisagé .
Charge d'Affaires

Il est bien entendu qu'à ce moment là je vous dirai lesquelles sont les personnalités & établissements bancaires qui constitueront mon Groupe .

144 Boulevard Haussmann - PARIS

Dans l'attente du plaisir de vous lire, je vous prie Monsieur, d'être assuré de mes sentiments très distingués .-

Monsieur,

Comme suite aux nombreuses conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec un véritable ami du Mexique (je suis heureux de vous informer que j'ai réussi à intéresser également de hautes personnalités de la Finance Française au programme général & surtout bancaire du Président OBREGON .

Il s'agit en l'espèce d'une concession générale qui engloberait une Banque d'émission à privilège en même temps qu'une Banque Agricole laquelle, dans l'esprit du Gouvernement Mexicain, devra servir de base à l'établissement définitif de la Banque d'émission dite Banque du Mexique en projet, ainsi que pour l'octroi des concessions de pétrole ayant pour but d'alimenter les besoins de la France .

En point on s'en suit des conversations avec cet Ami, qui part dans quelques jours pour traiter au Gouvernement l'intérêt très grand que j'attache à toute cette question d'intérêt Franco-Mexicain, il m'apparaît comme nécessaire pour protéger mes négociations, que je sois régulièrement titulaire d'une option officielle qui pourrait me permettre par vos soins .

Vous comprendrez que cette option me permettrait de voir de mes amis, de sortir du domaine des conversations pour rentrer dans les faits & ne pas risquer de perdre le voyage au Mexique de cet Ami, le Gouvernement Mexicain prenant des engagements avec d'autres personnalités que celles que je me propose de rattacher à cette cause, dans l'intérêt même du Mexique .

Je viens donc vous prier de vouloir bien donner au Gouvernement de m'accorder une option générale d'une durée suffisante pour :

(2)

N^o 2

Chargé par un groupe de quelques banques de la liquidation d'une affaire au Mexique, j'ai été mis en rapport avec une personnalité mexicaine qui touche de très près les personnes actuellement au pouvoir .

Cette personnalité, qui semble fort bien renseignée sur tout ce qui concerne le Mexique, se prétend personna-grata auprès du Président OBREGON. Elle n'est pas moins renseignée sur les affaires françaises & la situation de notre place .

Sans que j'ai recherché cet honneur, elle m'a témoigné sa confiance & ce qui suit est le résumé exact de mes entre-tiens . Je dois insister sur son caractère confidentiel .

SITUATION POLITIQUE AU MEXIQUE -

Les rapports qui nous viennent de différents cotés sont contradictoires . Il est certain que le Gouvernement OBREGON est un gouvernement issu d'une révolution, qui, ain-si que toute révolution, s'est faite aux profits de certai-nes classes, aux dépends d'autres classes. La classe particu-lièrement lésée par les Gouvernements révolutionnaires qui se sont succédé, par le Gouvernement CARRANZISTE En parti-culier, est l'ancien parti conservateur qui détenait en somme - toute la grande propriété & les principales entreprises bancaires ou industrielles. Il est évident que les repré-sentants de ce parti n'abandonnent pas leur point de vue de victimes & considèrent le Gouvernement d' OBREGON comme une bande d'usurpateurs .

D'autre part, si nous écoutons le représentant d' OBREGON, il affirmera que l'ère nouvelle est solidement éta-blie, que le successeur du Président, dont le mandat arrive à son terme en 1924 est d'ores & déjà choisi, & qu'il n'est pas question de recourir en arrière. Le Gouvernement ne nie pas les dommages causés aux Banques par le Gouvernement de CARRANZA mais il retorque que le Gouvernement a, de son côté, de sérieux griefs contre elles. Les destinées du Pays ne sont plus entre les mains d'une minorité réactionnaire, mais dépendent uniquement du Gouvernement & des représentants du Pays & ce gouvernement entend conserver la haute main sur les affaires auxquelles est lié l'avenir du Mexique .

Une enquête indépendante sur place s'imposerait. Il est certain que si ce point de vue se trouve, dans une cer-taine mesure, vérifié, la mise en quarantaine du Gouvernement d' OBREGON de la part des Grands Pays, doit avoir son terme,

de même qu'on envisage le retour aux relations normales avec le Gouvernement autrement révolutionnaire des Societs !

SITUATION DES BANQUES - Je viens de faire allusion aux griefs réci-
proques des Banques & du Gouvernement .

La situation des Banques au Mexique est précaire. Nombre d'entre elles ont déjà succombé. L'absence d'un organisme central d'émission & l'impossibilité de réescompter leur portefeuille les a privés du moyen de faire face aux demandes de retrait . Le manque de cet organisme arrête le développement du pays, et le Gouvernement reconnaît si bien l'urgence d'y remédier, qu'il vien, il y a quelques jours, de faire donner par le Congrès, l'autorisation au Pouvoir Exécutif, d'accorder la concession d'une Banque d'Etat dont le Gouvernement conserverait la majorité des actions jusqu'au jour où un Groupe Français sérieux rendrait possible & même souhaitable, la création d'un Comité franco-mexicain, ayant l'entière confiance du Gouvernement, & qui prendrait en main le développement du programme officiel dans le domaine de la Banque, des concessions de pétroles & des minés métalliques .

BANQUE AGRICOLE & INDUSTRIELLE - (1° privilège)

Comme nous l'avons dit plus haut, l' Agriculture, le Commerce & d' Industrie souffrent grandement dans leur essor, d'une insuffisance manifeste de la circulation .

Depuis 1914 - date à laquelle toute émission fiduciaire a été supprimée - la circulation monétaire n'est assurée que par les dollars-or & les pesos-argent .

Pendant la période constitutionnaliste qui va de 1915 à 1917, on a essayé d'introduire la monnaie-papier, pour laquelle le Gouvernement s'était engagé à constituer une garantie en or .

Cette monnaie, si elle a momentanément été acceptée par les troupes & les fournisseurs de l' Armée révolutionnaire, n'a pas été maintenue et n'a pas conservé son prestige au-delà de cette période pour la raison que les garanties promises n'ont pas été réalisées dans une proportion suffisante .

La débacle est survenue et, par un décret, assurément arbitraire, le Président CARRANZA a annulé complètement tous les billets alors en circulation .

Cette non faveur, comme aussi & surtout ce décret de suppression sans compensation, font comprendre l'hostilité du peuple contre le principe d'une émission fiduciaire non garantie par une encaisse effective inaliénable .

C'est pour cette raison que le Gouvernement envisage la création immédiate d'une Banque Agricole & Industrielle concédée à un Groupe Etranger qui en assurera le capital, ce capital

.....

6

constituant la garantie qui resterait déposée à l'étranger .

Il faut évidemment envisager un capital en pesos mais le principe du dépôt du capital en rentes étrangères (particulièrement françaises) semble devoir être agréé aussi bien pour le Gouvernement que par le peuple .

L'idée de Bons de Caisse aurait, pense-t-on, pour effet immédiat de ramener la confiance dans la monnaie papier en en faisant apprécier l'utilité par les caisses rurales & les industries minières & pétrolifères qui en feraient la distribution .

Il semble d'ailleurs que le Gouvernement prendrait les dispositions nécessaires pour satisfaire au remboursement des billets s'il venait à se produire pendant la période d'inauguration des Bons de Caisse .

BANQUE D'EMISSION (2° privilège)

Ainsi s'amorcerait l'émission fiduciaire sur une plus vaste échelle & l'ouverture de la Banque du Mexique qui serait en relations statutaires étroites avec le Gouvernement .

La Création de cette Banque par le même Groupe qui aurait procédé à l'origine des Bons de Caisse apparaîtra tout à fait normale, mais il est évident que cette Banque, qui aura le caractère d'une Banque d'Etat, devra accepter, le moment venu, des collaborations étrangères (Angleterre & Amérique)

Un point à retenir ici, c'est que, -sur les affirmations de la personnalité mexicaine dont nous avons parlé - ce privilège sera donné par décret au Groupe Bancaire Français que je me suis proposé de constituer en vue de la prise en charge de la concession du premier privilège (émission de Bons de Caisse à 10 contre un .)

7

CONCESSIONS PETROLIFERES & MINIERES -

Sur ce point, il me paraît préférable de céder la parole à la personnalité mexicaine qui s'est exprimée ainsi dans une conversation récente qui fut sténographiée :

" On a reproché beaucoup au Gouvernement de CARRANZA & au Gouvernement intermédiaire de M. de la HUERTA pendant la période électorale qui a précédé l'élection de M. OBREGON, le nombre illimité de concessions qui ont été données à tort & à travers, peut-être sans un juste discernement; il y a peut-être là quelque chose de vrai. On espérait peut-être faire rentrer un peu d'argent au Trésor puisque les concessionnaires sont engagés à faire un certain dépôt lorsqu'ils ont rempli certaines formalités & choisi les terrains qu'ils veulent exploiter. Mais le but principal du Ministre était tout autre & s'il a été mal interprété, la faute en est surtout au Directeur des Services .

" Les Ministres compétents auraient désiré assurer un développement national pétrolifère en gardant le contrôle de toute production par le système des concessions qui est tout différent de celui des choix de propriété où la Compagnie formée échappe presque totalement au contrôle du Gouvernement . M. OBREGON, voyant que ces concessions étaient surtout l'objet de tractations mercantiles qui semblaient établir que jamais le premier titulaire ne restait en possession de la concession même, fit annuler toutes les concessions dont les taxes n'étaient pas effectuées dans les délais prévus .

" Cela a donné une grande satisfaction à toutes les Grandes Compagnies Pétrolifères & spécialement à l'Amérique. Mais les Compagnies se sont méprises sur le but que poursuivait M. OBREGON. M. OBREGON désire en effet nationaliser autant que possible les sources & l'industrie du pétrole de façon que cette richesse soit essentiellement mexicaine & ne devienne pas la proie d'un voisin peut-être un peu trop avide en ce qui concerne le Mexique .

" Les nouvelles concessions, avant d'être accordées, ne le sont qu'après une minutieuse enquête & autant que possible on cherche à les conserver dans des milieux mexicains ou tout au moins latins .

" Mais M. OBREGON n'a pas limité son désir de nationalisation des pétroles à cette surveillance de l'octroi de nouvelles concessions, il a promis formellement que la première institution de banque sérieuse qui viendrait lui prêter un concours efficace, deviendrait le canal de toutes ces concessions, non seulement pétrolifères, mais aussi minières &, si les concessions pétrolifères sont nouvelles, les concessions minières ne le sont pas & sont souvent au contraire très recherchées puisqu'elles sont la source de richesses en métal, or & argent principalement, que beaucoup de Sociétés avaient abandonnées pour nuire au succès

.....

" du Gouvernement révolutionnaire croyant au retour des "Scientificos"
" (conservateurs) & oubliant que, le fait de ne pas avoir payé la
" taxe pour gêner le gouvernement, rendait à ce même gouvernement une
" liberté pleine & entière pour disposer lui-même de ces concessions
" redevenues vacantes par carence & retombant ainsi dans le domaine
" public .

" Par conséquent, le Gouvernement mexicain aujourd'hui
" se trouve non seulement pouvoir disposer de concessions pétroli-
" fères qu'il a toujours gardées avec soin lorsqu'elles étaient très
" importantes, mais encore de concessions minières & agricoles
" dont l'importance est supérieure presque en tant que richesse &
" longue durée, à celle du pétrole .

" Il y a, en effet, des mines dont la production est
" connue et dont la teneur en métal est excessivement riche , que
" le Gouvernement réserve, tout en les faisant exploiter dans la
" mesure de ses moyens, à ce Groupe Français qu'il attend avec
" impatience & qui viendrait examiner & choisir dans tous ces avan-
" tages dont je n'ai cessé de vous faire état au cours de mes con-
" versations & dans lesquels le Groupe, je le répète, pourra faire
" un choix sans égal .

" A ce sujet, je tiens à confirmer que les services
" techniques du gouvernement seront mis à la disposition entière
" de la mission Technique que le Groupe jugera opportun d'envoyer
" au Mexique, le moment venu afin de faciliter son choix .

" Les concessions principales pétrolifères, dont le
" Gouvernement s'est réservé la disposition, ont une situation stra-
" tégique puisqu'elles encerclent les principaux centres pétroli-
" fères actuellement en activité. Elles se trouvent dans l'anticlinal
" de ces mêmes centres pétrolifères ce qui en prouve l'excellence. L'
" évacuation est facilitée dans certains cas par ce voisinage, dans
" d'autres par la proximité immédiate de ports, de fleuves ou chemins
" de fer .

" La pensée du Gouvernement est de s'adresser au Groupe
" Bancaire Français par affinité de race & parce qu'il comprend que la
" France a toujours été généreuse & saura correspondre aux facilités
" que lui donne le Gouvernement Mexicain de se procurer les matières
" premières dont elle a besoin & pour lesquelles , jusqu'à ce jour,
" elle est tributaire de l'étranger, en partageant son indépendance
" & défendant les intérêts du Mexique .

On remarquera l'enchaînement d'idées qui procède à cet
exposé d'une situation que peu de monde connaît au juste. En nous
l'exposant ainsi, la Personnalité Mexicaine nous a donné une très
forte impression de ses connaissances exactes en tout ce qui touche
les errements voies & moyens des Gouvernements qui se sont succédé
depuis l'avènement de CARRANZA. Les sollicitations pressantes
qui sont faites à la France nous paraissent dès lors s'expliquer.
On les comprendra mieux encore en entendant les raisons qui s'
expriment en faveur d'une préférence nettement française .

9

AU SUJET DE LA PREFERENCE MANIFESTEE PAR
LE GOUVERNEMENT MEXICAIN A
L'ENDROIT DE LA FRANCE

" Il y a deux raisons primordiales à cette préférence :

1°- Le Gouvernement mexicain évite par tous les moyens la suprématie des capitaux américains en tant qu'ils sont des agents d'influence politique .

2°- Il combat cette influence américaine, même dans la mode la littérature, les usages & les moeurs,

" au point que M. OBREGON lui-même cherche à favoriser toutes les
" institutions françaises. Il voudrait installer des comptoirs sur les
" frontières & dans les ports par lesquels s'infiltré l'influence
" américaine sous forme de : marchandises, livres, chairman & philo-
" sophes .

" Ces Comptoirs établis, on donnerait des facilités énormes
" au point de vue douane & même warrantage, de façon à répandre le
" plus possible l'article français considéré comme moyen de propagande
" anti-américaine. On voit là une préoccupation de souveraineté, l'in-
" fluence américaine, surtout depuis la guerre étant jugée mauvaise
" (dissolution du noyau familial, relâchement des moeurs, désagrégation
" des institutions de civilisation latine, renaissance de la secte
" des Ku-Klux-Klan etc ...

" Au surplus, vu les tendances très manifestes du
" peuple allemand, depuis la guerre, de s'américaniser dans sa mentalité,
" le Gouvernement Mexicain en combattant cette mentalité américaine,
" combat du même coup, & par les mêmes moyens, l'envahissement
" des méthodes allemandes .

Mon interlocuteur est un homme très averti de ce genre de périls, il me montre avec détails les dangers pour le Mexique de cet envahissement spécial des idées germano-américaines, que le Président OBREGON combat sans relâche & auxquelles il désire mettre un contre-poids . Il n'y a pas d'ailleurs à s'étonner autre mesure de son choix pour la France, les idées & l'influence française, la plupart des Hommes au Pouvoir étant alliés par le sang à des familles françaises des plus honorables .

CONCLUSIONS :

(3)

53

Monsieur Louis ROUMAGNAC

23- rue de la Bienfaisance

- P A R I S -

(3)

9, BOUL^D JULES SANDEAU. XVI^E

le 9 Février 1923

Cher Monsieur,

A la suite des longues conversations que nous avons eues ensemble, au sujet du rapprochement de la France & du Mexique, par la voie Industrielle & Commerciale, je suis très heureux de vous dire que vous avez réussi à nous faire comprendre l'intérêt qu'il y a pour votre pays de saisir l'opportunité de l'établissement d'une banque avec privilège unique d'émission de Bons de Caisse à dix contre un, en vue de la réalisation du programme plus vaste que le Président Obrégón envisage & qui ne peut que servir les intérêts mutuels de la France & de votre beau Pays .

Nous sommes certains en effet qu'un établissement créé en ce moment & jouissant de la confiance du Gouvernement est tout désigné pour arriver, comme vous nous l'avez dit, au privilège de la Banque Unique dont le Mexique a tant besoin & qui est une si belle pensée des Hommes actuellement au pouvoir . Il est certain aussi que cette institution sera toute indiquée pour servir de canal pour les grandes concessions de pétrole & de Mines & pour les échanges de matières premières dont la France a besoin .

Votre façon d'envisager l'utilisation des Bons Trentenaires pour les mettre au service de la cause Franco-Mexicaine me semble des plus intéressantes & ne pourra que favoriser grandement le succès de l'entreprise .

Je vous prie de bien vouloir accueillir mes voeux de bon voyage & je reste dans l'attente
des

nouvelles officielles que votre Ministre des Finances, Monsieur Adolfo de la HUERTA jugera opportun de me communiquer par la voie consulaire .

Veillez être assuré, Monsieur, de mes sentiments très distingués .

Mustoll

CONFIDENTIEL

(3)

9, BOUL. JULES SANDEAU. XVI^e

le 16 Février 1923-

Monsieur L. ROUMAGNAC
23- rue de la Bienfaisance
P A R I S

Monsieur,

Me référant à nos récentes conversations au sujet des achats éventuels de fonds mexicains, j'ai l'honneur de vous remettre, ci-joint, une note confidentielle sur l'emploi du code A.B.C. 5^e édition .

Il est entendu que les fonds destinés à faire face aux achats devront être versés, simultanément à l'ordre, par transfert télégraphique à New York chez MM. BROWN Broth. & C^o pour le compte de MM. de Neufelize & C^o et que, instructions devront être données à MM. BROWN Brothers d'en prévenir par câble MM. de NEUFLIZE & C^o .

Ces dollars seront négociés sur place au cours moyen du jour .

Vous pouvez être assuré, Monsieur, que mes amis apporteront leurs meilleurs soins aux ordres que je confierai à leur service de Bourse pour le compte du Gouvernement Mexicain et que celui-ci bénéficiera de leurs meilleures conditions .

Je comprends que les opérations envisagées par vos amis n'auront qu'une durée limitée . Vous aurez à me préciser leurs instructions pour disposer en fin de compte du solde disponible en titres ou argent de telle sorte que, suivant ces instructions, Messieurs de NEUFLIZE & moi-même soyons régulièrement

déchargés .

Veillez agréer, Monsieur, mes
salutations distinguées .

Wentzell

14

(H)

VIA NEW YORK



Monsieur L. ROUMAGNAC

Hôtel de la Paix

MEXICO

(Mexique)

23/2/23

Les *Fonds Mexicains* restent traités d'une façon suivie. Le « Times » apprend qu'une commission se rend à New-York, en vue de prendre les derniers arrangements pratiques avec le Congrès international des banquiers et demander que les porteurs déposent leurs titres, le premier paiement des intérêts arriérés devant être fait le 1^{er} avril prochain, conformément à l'accord du mois de juin dernier. Le gouvernement mexicain dispose à New-York et au Mexique d'une somme de 19 millions de pesos, en vue du service de la Dette.

(H)

9, BOUL. JULES SANDEAU. XVI^E

le 24 Février 1923

Cher Monsieur,

Je vous remercie de votre aimable lettre du 21 et j'espère grandement que le sacrifice de votre départ soit compensé par la réussite de vos projets .

Ma Secrétaire, très sensible à votre souvenir, se joint à moi pour vous souhaiter d'apaisantes nouvelles sur le sujet qui vous attriste .

Je joins à la présente une coupure de la Cote Défossés en date d'hier & qui expliquerait, dans une certaine mesure, la bonne tenue des fonds Mexicains en Bourse .

Je reste au plaisir de vos nouvelles et vous prie d'acréer, cher Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments .

W. H. Hall

LETTRE DE ROME

La condamnation des sectes par le fascisme

Rome, 14 février.

La date du 13 février 1923 doit devenir historique. En ce jour, les Sectes ont été condamnées par un pouvoir civil qui, par ses origines, ne saurait être accusé de cléricalisme. L'amour intense de la patrie a conduit des hommes venus de toutes les classes et formés à diverses doctrines politiques et philosophiques à proclamer, comme les Pontifes romains, la malversation maçonnique. Et cette proclamation s'est faite en cette ville de Rome, dont les Sectes avaient cru faire leur place forte, et qu'elles n'avaient donnée comme capitale à l'Italie moderne que pour leurs fins à elles, tout en affichant un bruyant patriotisme. Et le Chef d'Etat qui s'est trouvé d'accord avec toute une série de grands Pontifes, d'où vient-il lui-même ? De l'athéisme, des frontières de l'extrême gauche politique et sociale.

M. Mussolini a prouvé qu'il est implacablement logique et cohérent. Fortes étaient les pressions ; à peine voilées furent certaines menaces et certaines allusions à des attentats maçonniques contre des hommes politiques antimaçons, plus que plates furent les avances faites au Fascisme par les compères du Rite écossais.

Le Grand Conseil fasciste a eu la sagesse de ne pas se laisser entraîner dans l'étude dangereuse des prétendues divergences entre les deux branches du même tronc maçonnique. Rite écossais et Grand-Orient, tout a été mis dans le même sac et jeté à la mer après une discussion qui a duré trois heures, bien que dès le début M. Mussolini sût jusqu'où il voulait aller. Parmi les membres du Conseil, quatre au moins appartenaient à la Maçonnerie, qualifiée de « sale bête » par le *Popolo d'Italia*. La condamnation a été prononcée à l'unanimité, quelques membres francs-maçons s'étant abstenus de voter. Il faut leur rendre cette justice qu'à peine le Conseil eût déclaré qu'il y avait incompatibilité entre le Fascisme et Maçonnerie, ils ont envoyé leur démission à leurs respectifs grands-maîtres. Tout maçon fasciste est mis en demeure de choisir ouvertement et radicalement, sans sous-entendu ou restriction d'aucune sorte, entre le Fascisme et la Loge, entre le serment maçonnique et le serment de fidélité fasciste, entre l'internationalisme et la Patrie, entre le mystérieux secret des Ateliers et la loyale conduite publique. Si l'on veut rester Fasciste, il faut rompre avec la Secte et ne pas se contenter d'entrer dans un sommeil d'où l'on pourra se réveiller au moment opportun. En rompant avec la secte, il faut rejeter toutes ses malsaines idéologies. Pas d'équivoque.

Immense a été l'impression produite dans tous les milieux. Toute la première page des journaux est remplie de commentaires. Au parlement, réduit dans ses fonctions à sa plus simple expression, les députés n'en reviennent pas ; rares sont ceux, même parmi les députés maçons, qui osent faire de trop vives critiques. Le Rite écossais s'est empressé... d'approuver le Grand Conseil en termes ambigus. Les milieux diplomatiques sont aussi effarés que les députés, quoique tous s'attendaient à ce qui est advenu. L'Italie, on le comprend, poursuit sa résurrection nationale, contre-révolutionnaire, par des moyens révolutionnaires, mais révolutionnaires dans le sens de l'ordre. On comprend enfin que l'histoire politique de l'Italie entre dans une phase toute nouvelle qui va modifier radicalement la position de la Nation en face d'elle-même, de l'Eglise, des Etats étrangers.

En vérité, le 13 février deviendra une date historique. Que vont faire les Sectes ? Ce serait une dangereuse illusion que de croire à la parfaite sincérité de tous les maçons qui se rallieront au Fascisme.

Mussolini aura des traîtres autour de lui, c'est certain. Mais ces traîtres ne pourront empêcher que la Maçonnerie, sur le terrain national et international, a reçu un coup dont il lui sera difficile de se relever, surtout par une vengeance. Le Rite écossais s'est soumis, du moins en apparence. Le Grand-Orient ne se soumettra pas, même en apparence. Mais osera-t-il braver le Fascisme dont plusieurs chefs, en dehors même du Dux, sont nettement antimaçons ? Je ne crois pas qu'il commette cette imprudence qui légitimerait des actes d'énergie que certains fascistes réclament d'ores et déjà, actes qui deviendront d'ailleurs inévitables. La situation juridique de la Maçonnerie est illégale avec son secret, avec le mystère de ses réunions, le silence sur ses statuts, sur les délibérations de ses assemblées, sur les noms de ses membres, sur ses bilans. Le droit commun ! Déjà des fascistes le réclament pour elle et il sera difficile que le droit commun ne finisse pas par lui être appliqué, surtout si elle commet quelque maladresse qui arrive aux oreilles du Grand Conseil dont le service de police secrète est parfait.

D'ores et déjà, Mussolini a bien mérité de sa Patrie, et les hommes d'ordre de tous les pays, catholiques ou non, doivent saluer en lui un grand caractère, un homme de haute valeur, un restaurateur de l'ordre.

Les Sectes chercheront sans doute leur revanche dans les intrigues de la Finance internationale et le *Messaggero* prévoit que le Fascisme devra prendre des mesures contre celle-ci. C'est en effet logique et je crois que le Fascisme est parfaitement capable d'employer le seul moyen pratique qui est de rendre les grands banquiers personnellement responsables.

Je prévois également que, contraint à remonter des effets aux causes, le Fascisme devra aborder dans un avenir qui ne saurait être lointain l'agent dissolvant international pour qui les Sectes et la haute banque ne sont que des instruments d'asservissement à ses desseins. J'ai nommé Israël. — **Aventino.**

AMERICAN FOREIGN OIL CORPORATION

Cette Compagnie, ainsi qu'il a été déjà annoncé, possède la presque totalité des titres de deux Compagnies mexicaines, dont l'une s'occupe du transport et de l'emmagasinage du pétrole, et l'autre, la Compania El Sol, est bénéficiaire de concessions spéciales dans les zones fédérales du Mexique.

Or, un câble de Mexico vient d'annoncer que le Ministère de l'Industrie a donné son approbation au choix des emplacements à mettre en valeur et au programme de forages à effectuer par la Compania El Sol, dans les régions de Tuxpan et de Tampico.

Les agents du gouvernement se rendent sur place accompagnés de M. Hernandez, ingénieur en chef de la Compania El Sol, et l'on annonce également l'arrivée du directeur de la Foundation Co de New-York, chargés de l'exécution des travaux de forages.

L'American Foreign entre donc dans la phase d'exécution de son vaste programme. On peut, par conséquent, s'attendre à des résultats beaucoup plus rapides qu'on ne le croyait jusqu'ici.

19

Handwritten scribble



(5)

Monsieur Louis ROUMAGNAC

Hotel de la Paix

MEXICO

(Mexique)

(5)

9 Boul. Jules Sandeau

Paris le 6 Mars 1923,

Cher Monsieur,

J'ai eu le plaisir de vous écrire un petit mot le 24 Février .

Le 3 Mars, je vous ai télégraphié par radio à bord du "Lafayette" à Vera Cruz comme suit :

NASALITY EMBASSY CONCERNING OFFRIVATE STOP REHERVIDAS ACILIANOS PERLE CABESTAN STOLL

We have no news Embassy concerning option stop There is a rumor agreement has been made Perle télégraphiez Stoll

Sur le premier point je ne vous cache pas que mes amis m'ont montré leur surprise de n'avoir pas reçu de M. CABRERA l'option d'attente qui, selon ce que vous pensiez avant votre départ, devait nous venir sans retard à la suite de ma lettre & de son accusé de réception .

D'un autre coté divers bruits circulent qui tendraient à établir que l'accord serait près de se faire entre la Banque de Paris & des Pays Bas & le Gouvernement Mexicain. Par ailleurs, la presse financière s'occupe beaucoup ces temps-ci de l'affaire Mercurio American Fereign oil corporation. Ci-joint encore une petite note Sur le même objet divers courtiers & démarcheurs (qui ne sont pas des premières maisons, loin de là) envoient des circulaires pour obtenir des souscriptions pour cette même affaire . Que pensez-vous de tout cela ?

Je dis à mes Amis que selon moi tout ce battage met en évidence les informations que vous m'aviez fournies en ce qui concerne le très ferme désir du Gouvernement Mexicain de traiter avec la France & de lui réserver des affaires exceptionnelles; mais je conclus également de ce battage que votre Gouvernement n'a pas donné de concessions à tort & à travers à des Groupes qui ne sont pas encore formés . En ce qui me concerne, vous le voyez, je vous réserve toujours mon entière confiance convaincu qu'après vous avoir entendu, le Président OBREGON comprendra qu'il a enfin l'occasion de voir son très beau rêve se réaliser dans l'intérêt mutuel de nos deux pays .

.....

J'attends donc de confiance vos nouvelles & surtout celles qui me seront transmises par la voie diplomatique & auxquelles mes Amis attacheront la plus grande importance .

Veillez être assuré toujours Monsieur, je vous prie, de mes sentiments très distingués .

Wentworth

P.S. J'ai découppé dans un journal une lettre de Rome qui vous fera certainement plaisir .

RECOMMANDEE



6

LANGUE
221

Monsieur Louis ROUMAGNAC

Hotel de la Paix

MEXICO-CITY

D.F.



(6)

(Mexique)

25706

20

R PARIS 100
N° 903

MAURICE DE MEUR
AVOCAT A LA COUR

26, AVENUE DE LA GRANDE-ARMÉE

TÉLÉPH. : WAGRAM 92-27

(6) PARIS, LE 9 Mars 1923

Cher Monsieur,

Je viens d'être informé qu'un incident fâcheux s'est produit dans les bureaux du Comptar Franco-Russe. Une perquisition y a été faite par la Police judiciaire et la Comptabilité y a été saisie et exportée.

Il n'y a pas, paraît-il, de plaintes, et l'affaire aurait été élucidée sur la publicité faite dans le journal de M. de Keyser au faveur de votre affaire. Mais M. Dupon, qui est venu me voir craint que l'épave de livres ne fût copié que vous vous êtes appliqué personnellement des fonds déposés par des clients, en même temps que des infractions à la loi sur les sociétés.

Je suis venu plaider auprès d'eux en

en province et m'empêcher de vous
arrêter pour que vous ne donniez
votre réponse sur ce que vous désirez
que je fasse. Je vais essayer de me
renseigner au Palais, mais sans être
certain de y parvenir.

J'avais prévu bien mieux le
Saul Boreau que vous étiez venu me
voir, avant de partir pour le Mexique.
Il n'y a donc rien de cette affaire
Whelan. Apprenez vous quelle peut
être la raison de cette opération de la
Société judiciaire?

Avec l'expression de mes
sentiments distingués.

de Mery

CIA. TELEGRAFICA MEXICANA

RECIBO

Núm. 13 Fecha 8 - ABR 1907

Palabras 31 Tasa 3705

Trinita y un po 50c

Destino Puerto

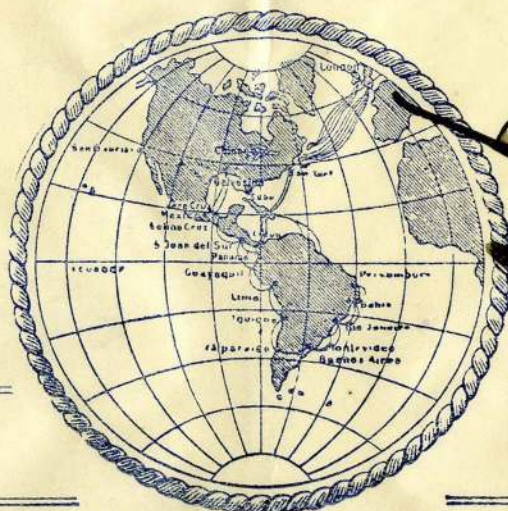
Remitente Dominigos

EMPLEADO,

COMPAÑIA TELEGRAFICA MEXICANA.

25

ESTADOS UNIDOS Y EUROPA



"VIA GALVESTON"

Code - A. B. C.
5th Edition

No.	PALABRAS	M. M.	HORA	CARGOS
-----	----------	-------	------	--------

NOMBRE
Y
DESTINO

*Stoll 9 Julesaudeau
Paris*

<i>automne</i>	<i>emilie</i>	<i>freie</i>
<i>adapero</i>	<i>aussi</i>	<i>jean</i>
<i>reglement</i>	<i>dette</i>	<i>previously</i>
<i>diamant</i>	<i>delkraud</i>	<i>course</i>
<i>nachform</i>	<i>divezzi</i>	<i>scartando</i>
<i>caimacan</i>	<i>idearum</i>	<i>ramanes</i>
<i>oficial</i>	<i>news</i>	<i>begegung</i>
<i>diamant</i>	<i>Halkrost</i>	<i>thus</i>
<i>telegram</i>	<i>numbers</i>	<i>B.</i>

CONDICIONES.

La Compañia se reserva el derecho de rechazar un telegrama aún después de haberse hecho cargo de su trasmisión, pero en tal caso devolverá al expedidor la cantidad que satisfizo para su trasmisión. Si un telegrama no llegase a su destino por consecuencia de descuido o negligencia de la Compañia o de sus empleados, mientras que el telegrama se hallaba a su cargo, se devolverá al expedidor la cantidad que hubiese satisfecho por su trasmisión. Sin perjuicio de la devolución de que se hace mérito en la cláusula que antecede, la Compañia no responderá de las pérdidas, daños o perjuicios resultantes de la falta de trasmisión o entrega de un telegrama, o de retraso o error que se verifique en la trasmisión o entrega del mismo, cualquiera que sea la causa que hay motivado tal falta de trasmisión o de entrega atraso o error. Para los efectos de estas condiciones la responsabilidad de la Compañia por motivo de la trasmisión de un telegrama cesará absolutamente desde el momento en que lo confie en cualquier punto de su tránsito a otra red de servicio, o línea telegráfica, que sea de propiedad o bajo la dirección de cualquiera empresa o autoridad que no esté subordinada exclusivamente a la Compañia, reservándose al efecto el más amplio poder, aun cuando el servicio de aquella se haga en todo o en parte en conexión con el de ésta.

Sirvase transmitir el anterior telegrama de conformidad con las condiciones precedentes a las cuales consiento en someterme.

Firma del Expedidor Domicilio

Autour - le privilège de la Banque nous
Emile - sera accordé
- votre délégué doit être prêt à partir et
à discuter ici sur place toutes questions utiles

Frère - votre nomination comme représentant officiel
de l'institution est unanimement accordée dès
convention

adaptes vous serez désigné

aussi aussi
pour pour
réglement règlement
dette dette

~~diamant~~ avant tout
prevously présidence
diamant visite sur la nécessité du dépôt
de Kleand vous devez faire immédiatement
Comme le dépôt de 1.500.000 francs et

Nachforn au nom qui vous conviendra
dieggi à la Banque de Montréal

Scartando pour affirmer
caninacan que l'As son capaces de cumplir
sus compromisos

idearum immédiatement

rauame, vous recevez

official } noticias
news } oficiales

Begegnung - ~~el negocio~~ el un negocio
de considerable importancia

Dinant - presidencia

Kalkrodt - comait

Ahrí — Ce
Selegram — Selegramm

unbey — es muy urgente que los
compartes inmediatamente

26
Louis Roumagnac.
Hotel Royal.
Dep. # 10.
México D.F.

C/ de U. Abril 13 de 1.923.

Señor Don

Fernando Torreblanca, Secretario Particular
del Señor Presidente Constitucional de los
Estados Unidos Mexicanos.

PALACIO NACIONAL.

Muy respetable Señor:

Como ofrecí a Usted en mi carta de
ayer, tengo el honor de acompañar a la presente el
cable que, en contestación al que dirijí al Sr/.-
Stholl a Paris, he recibido con ésta fecha, del cual
me permito acompañar la traducción (A.B.C. Code 5th.
Edition), y por los cuales documentos se servirá Usted
ver y estimar la buena disposición en que se encuentran
los Banqueros para llevar buen fin las propuestas hechas
en el memorandum que he presentado.

Siempre dispuesto a atender a su primer llamado,
me suscribo una vez mas su muy restuoso servidor.

Louis Roumagnac

COMPANÍA TELEGRAFICA MEXICANA

VIA GALVESTON.

Comunicación rápida entre oficinas de la Compañía, Centro y Sud América, Los Estados Unidos y todas partes de Europa, etc.

Csq. Av. Independencia y S. Juan de Letrán.

Vera Cruz, Calle de la Independencia, No. 1.

Fecha ABRIL 12 1923



216 PARIS 28 OA

ROUMAGNAC MEXICO (ROUMAGNAC DEMETRIO SALAZAR)

SCELOTES CHESOM RAHMENS GALLICADO MEXICO ADISOPO STOP MENDICULI
MENDEZIE DELAMBUNT IDEARUM BUT BEFORE EBENHEIT FRIENDS CHIRONEOS
OFFICIALLY HAFERTANZ REDEBLUME STOP IDEARUM NOMINATION CHIRONICI OFI-
CIALY ADIETABA

SAXITATEM

RE 3 50p

LA RECTIFICACION DE PALABRAS DUDOSAS, DEBERA SOLICITARSE POR MEDIACION DE LA COMPANÍA, QUIEN SE ENCARGARA DE OBTENERLA SIN ESTIPENDIO ALGUNO.

LIC. DEMETRIO SALAZAR,
AVENIDA FRANCISCO I. MADERO 28.
MEXICO, D. F.

Sociotes.....	I (we) have secured
Chessom.....	A competent person (to =)
Rahmens	Can be ready at a moment's notice
Callicado.....	Go to
Mexico ,....	Mexico
Adiposo.....	Make the necessary arrangement.
Stop.	Punto.
Mendiculi.....	1,000,000.
Mendezie.....	500,000
Deiamunt	Deposit can be made with
Idearum.....	Immediately
But	but
Before	Before
Ebenheit ;;....	Carry into effect
Friends	Requires confirmation
Officially	Officially
Hafertanz	I (we) have
Redeblume	Has (have) been appointed here (at ..) as representative for
Stop	Stop.
Idearum	Immediately
Nomination	Nomination
Chironici	Confirmation received
Officially	Officially
Adietaba	Every thing will be arranged
Saxitatem	Very satisfactory.

LIC. DEMETRIO SALAZAR,
AVENIDA FRANCISCO I. MADERO 28.
MEXICO, D. F.

PARIS. Abril 12 1923.
216. Paris. 28 O.A.

Demetrio Salazar. (Roumagnac) Mexico.

SCELOTES I (we) have secured
CHESSOM..... A competent person
RAHMENS Can be ready at a moment's notice
GALLICADO Go to
MEXICO Mexico
ADIPOSO Make the necessary arrangement
STOP. Punto
MENDICULI 1.000.000.
MENDEZIE..... 500,000
DELAMBUNT Deposit can be made with
IDEARUM..... Immediately
BUT But
BEFORE Before
EBENHEIT Carry into effect
FREINDS Requires confirmation
Officially Officially
HAFERTANZ I (we) have
REDEBLUME Has (have) been appointed here (at)
as representative for
STOP. Punto.
IDEARUM Immediately
NOMINATION Nomination
CHIRONICI Confirmation received
OFFICIALLY Officially
ADIETABA Every thing will be arranged
SAXITATEM Very satisfactory.

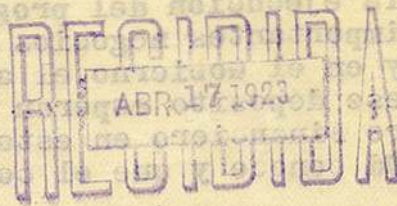
Abril 14.- Lic. DEMETRIO SALAZAR.- Ciudad.- Por ser interesante para el País, remite al C.Pdte. el cablegrama que acaba de recibir de Francia y la traducción del mismo de la clave al inglés.- Se lo envía el Sr. Stoll de París y es contestación que da al que en 9 actual le dirigió el Sr. L.Roumagnac después de hablar con el Sr.Pdte.para informarle de programa financiero que grupo de banqueros respetables de París y provincias está dispuesto a ejecutar en México, cuyo programa fue entregado por Sr.Stoll al Dr. Cabrera, Edo. Negocios México en Francia y que este remitió a Relaciones para someterlo cuanto antes al C.Pdte.-Grupo de Banqueros aludido es poderoso en Francia y Europa; sin ligas con el Banco Nacional de México ni con el Paris & Pays Bas que han sido los explotadores de México por tanto tiempo para provecho de los judíos accionistas.El firmante dice trabaja hace tiempo, con otras personas en París, por animar a capitalistas franceses, sobre la conveniencia para ambos países de establecer Banco desligado de los viejos Bancos de México, con capital nuevo, de modo que puedan ofrecerse a la Agricultura, Minería, Industrias y Comercio elementos pecuniarios que necesitan para reanimar explotación de las riquezas, en bien del adelanto del País.-Con dificultades han logrado que el Sr.Stoll, Consejero financiero de principales Bancos de Francia influyente entre hombres denegocios en esa Nacion, etc. forme grupo valioso que presenta el tal programa de negocios a emprender en México, contando con capital necesario y apoyo indispensable para extraer el capital.Puede obtener datos sobre seriedad, solvencia, etc.

Como se verá por el cablegrama, están dispuestos a depositar luego 1.500,000.00 francos oro para garantizar establecimiento del Banco base para comenzar ejecución del programa financierosometido al Sr. Pdte. si encuentran el apoyo del Gobierno conforme a las leyes mex y para efectuar el depósito esperan solo que el Sr Pdte. designe al Sr. Stoll consejero financiero en estos negocios como se le prometió en cable ya conocido, al que contesta con el adjunto.- Dispuesto a dar informes y detalles que el Sr.Pdte. solicite y dependan de él.-A sus órdenes. mec,
DOS ANEXOS.-

Mexico Abril 14 de 1923.

Lic. Demetrio Salazar
Ava. de S. Francisco n.º 25.
México D.F.

Señor General Don Alvaro Obregon.
Presidente de la Republica.
Palacio Nacional.



Señor Presidente:

Me permito molestar a Ud con esta carta; pero es mi deber, por tratarse de un asunto de gran interes para nuestro pais, enviar a Ud el cablegrama que acabo de recibir de Francia.

Este cable que me dirige el Sr M. Stoll, que vive en Paris, Num 9 Boulevard Jules Sandeau XVI., es la contestacion que el envia, al que con fecha 9 de este mes, le dirigio el Sr L. Roumagnac, despues de haber tenido este el honor de conferenciar con Ud para darle las explicaciones necesarias sobre el programa financiero que un grupo de Banqueros respetables de Paris y de algunas Provincias de Francia, esta dispuesto a ejecutar en Mexico, y cuyo programa fue entregado personalmente por el Stoll al Dor Cabrera, Encargado de Negocios de Mexico en Francia y que este remitió a la Secretaria de Relaciones con el objeto de que fuese sometido al estudio y consideracion personal de Ud, lo más pronto posible.

El grupo de Banqueros que representa el Sr Stoll, es poderoso en las finanzas de Francia y Europa; no tiene ligas de intereses con el Banco Nacional de Mexico, ni con el de Paris et des Pays Bas que son los que han explotado tanto y por tantos años a los diversos Gobiernos de Mexico y a nuestro pueblo, buscando solamente el provecho personal del grupo de judios, que han poseido la mayoría de las acciones de esos Bancos.

Desde hace tiempo, he estado trabajando con perseverancia, en union de personas que han colaborado conmigo en Paris, para procurar animar y vencer a algunos hombres de negocios y capitalistas de Francia, sobre la conveniencia, para Mexico y Francia, de establecer en Mexico un Banco con capital nuevo, e independiente de ligas con los viejos Bancos de Mexico, para que podamos ofrecer al Comercio, a la Minería, la agricultura e Industrias algunos elementos pecuniarios de los que hoy carecen completamente y reanimar la explotacion de la riqueza publica por medio del trabajo honrado y procurando así ayudar a la reconstruccion economica de nuestro pais.

4974

Despues de vencer dificultades de diversos generos, hemos logrado que el Sr Stoll, que es Consejero Financiero de los principales Bancos de Francia, hombre honorable que tiene grand influencia sobre los grandes financieros de aquel pais, forme el grupo valiosísimo, que ha sometido a Ud oficialmente el programa de negocios importantes que se proponen ejecutar desde luego en Mexico, para lo cual cuenta con todo el capital necesario y, lo que es indispensable, con el apoyo debido en Francia para poder extraer de aquel pais el capital que invertiran en nuestro pais para su reconstruccion.

Bien facil es para Ud Sr Presidente, obtener todos los datos que Ud desee sobre solvencia, honorabilidad, y seriedad de este grupo, pidiendo por cable por conducto de persona de su confianza personal esos informes, y estoy seguro de los recibira Ud tan satisfactorios como es necesario, para que Ud decida sobre la conveniencia de aprovechar estos buenos

financieros que hemos conseguido organizar y ponerlos en contacto directo con Ud; pues como vera por el cable grama adjunto, estan dispuestos a hacer inmediatamente el deposito de 1,500.000 francos en Oro, para garantizar el establecimiento del Banco, que sera la base para poder comenzar la ejecucion del programa financiero sometido a Ud y que comprende los importantes negocios que realizaran en Mexico, si encuentran aqui, en Ud y en el Gobierno, el apoyo debido conforme a nuestras leyes y para hacer ese deposito esperan unicamente que Ud nombre al Sr Stoll, como Consejero financiero en estos negocios, como se le prometio en el cablegrama, que Ud conoce y que el contesta en el que envio adjunto.

Cumplo gustoso mi deber al hacer conocer a Ud lo que hasta hoy se ha hecho en este negocio, bajo mi consejo profesional, y deseo sinceramente que Ud, como Jefe de la Nacion, se resuelva a aprovechar esta buena oportunidad para atraer a nuestro pais este importante grupo de financieros para bien de nuestra Republica.

Me es grato ponerme a sus ordenes para darle todos los informes y detalles que dependan de mi y que Ud desee sobre estos asuntos y en espera de ellas, si a bien lo tiene darmelas, suscribirme de Usted respetuosamente su atento y seguro servidor.



ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

TELEGRAFOS NACIONALES



x go f 13.30.-

TELEGRAMA RECIBIDO EN

No. 220 México D.F. 27 Abril.- 55 121 pd D 12.35.-

Fernando Torreblanca, Sría. Particular.-

Las instrucciones precisas que tengo de los Banqueros de París, me invitan a solicitar de Ud. una entrevista para poderle expresar claramente yo mismo los deseos de mis representados. Rogándole concederme una conferencia lo antes posible, quedo a sus ordenes en el Royal Hotel, Reforma 77 y le anticipa las gracias su muy atento servidor,

Louis Roumagnac.-

México, Abril 28 de 1923.

Señor General Don Alvaro Obregon.

C. Presidente de la República Mexicana.

Palacio Nacional.

Presente.

Señor Presidente:

He tenido el honor de remitir á V. un Memorandum, indicando las condiciones bajo las cuales, un grupo de Banqueros Franceses, estan dispuestos á invertir Capital -en México; estos señores Banqueros, han delegado su autoridad con poderes especiales, para este objeto, al Sr. Henri Marcel Stoll, 9. Boulevard Jules Sandeau, Paris.

El señor Stoll á su vez, me ha comisionado para que yo sea el interprete de sus deseos, cerca de V. señor Presidente, por lo cual me estimo muy honrado.

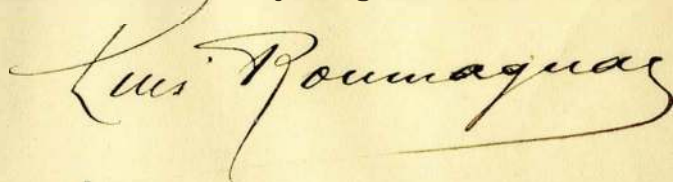
He remitido al señor D. Fernández Torreblanca, su estimable Secretario Particular, toda la documentación, cartas y cables que se han cruzado con tal fin.

Hoy adjunto con la presente carta, el Proyecto de la Concesión que se pretende obtener para la Institución -de un Banco Agrícola é Industrial netamente Mexicano, así como un Proyecto mio, para la instalación del Banco Unico.

Hoy mismo siguiendo las instrucciones del señor Torreblanca, mánde otro cable á Paris, al señor Stoll, insistiendo que se haga, para satisfacción de V. una manifestación de poder en dinero, que será la suma de: -----
1.500.000. Francos Oro.

Mucho he de agradecer de la bondad de V. se sirva acusarme recibo de la presente carta, ordenando á la vez si es posible, que se me devuelva la documentación que envíe á V. con el caracter de devolutivo.

Esperando que con su valioso apoyo, mis esfuerzos tengan buen éxito, aprovecho esta ocasión para ofrecerme de V. muy respetuosamente su atento y seguro servidor.



"ROYAL HOTEL"
77, Paseo Reforma.
Ciudad.

PROYECTO PARA EL ESTABLECIMIENTO DEL BANCO UNICO
CON CAPITAL DE GARANTIA.

Mucho se habla del Banco Unico de la Nación Mexicana. Mucho se escribe á este respecto y hasta se aprovecha de ese título para entablar cuestiones personales que nada importan al público y que menos sirven á la resolución tan deseada de este problema de vital interes para el pueblo Mexicano.

Sin pretender que esta sea la mejor manera para el establecimiento de dicha institución de emisión de billetes del Banco Unico, creo que este Banco debe ser puramente y netamente Mexicano, y que su crédito puede establecerse con Capital del Pais, directo ó indirecto, en las condiciones siguientes que asegurarán su vida y su decoro puesto que quedará completamente independiente de influencias particulares ó extranjeras:

Suponiendo el Capital de garantía para la emisión de billetes, de \$ 50.000.000. Oro Nacional, se dividirá este capital de garantía en dos Series de Bonos de \$ 25.000.000 cada serie.

Llamaremos la primera serie, Serie A. y la segunda Serie B.

La primera serie A. será suscrita por todos los Industriales, Mineros, Petroleros y Comerciantes, Nacionales ó Extranjeros establecidos en la Republica que consentirán á la Institución Nacional del Banco Unico "Adelantos definitivos en cuenta Corriente" por conceptos de impuestos y contribuciones de toda clase.

Esa serie A. se dividirá en Bonos representados por Certificados y Timbres desde CIENTO pesos hasta DIEZ MIL pesos cada uno, que se entregarán al Depositante y con los cuales podrá satisfacer sus obligaciones con el Tesoro de la Nacion en todas las Cajas ó Bancos que designe el Ejecutivo.

Estos Bonos desde el segundo año de su emisión, devengarán á sus dueños un interes fijo de $1\frac{1}{2}\%$ anual acumulativo, pero ese interes será pagadero tan solo en Bonos ó Timbres de la misma serie A. La liquidación será anualmente al final de cada Ejercicio.

Estarán invitadas todas las grandes Compañías Industriales, Mineras, Petroleras y el Comercio en General á favorecer esta suscripción en cuenta corriente definitiva.

Sabemos que grandes Compañías, radicadas en el Pais, estan dispuestas á ayudar al Gobierno en este sentido.

Estos Bonos de la serie A. serán de aceptación forsoza para los pagos de obligaciones Nacionales que se estipularán de comun acuerdo con los depositantes; pero estos Bonos serán siempre nominativos y podrán ser utilizados tan solo por el Titulario. Solo podrán disponerse libremente, es decir sin restricción alguna de los Timbres de Contribución que se darán al Depositante en una proporsión de 25 % por ejemplo del monto de su Depósito.

Es facil por este concepto obtener hasta \$ 25.000.000.-- y así no dependera el Banco de una sola firma, lo que entrañaría siempre un peligro constante para el mismo Banco.

La segunda serie B. constará de Bonos por valor de ----- \$ 25.000.000. que serán amortisables por sorteo y con premios cada trimestre de \$ 50.000.000 y hasta \$ 100.000.00 tomando como base para esta operación el sistema tan conocido de los Famosos "Bons du Panamá" emitidos por el Credit Foncier, de

Francia de acuerdo con el Gobierno Frances, para salvar el inmenso Capital que la Operación desastrosa del primer intento de apertura del Canal de Panamá, había comprometido con perjuicio del pueblo Frances.

El organismo satisfactorio de esta operación, puede aprovecharse, aplicando el mismo sistema hasta la suma de: -----
\$ 25.000.000.00 que podran suscribirse aquí como en el extranjero contra Bonos al portador de 100, 500 y 1.000. pesos, para que esten al alcance de todos.

Hasta el quinto año á contar desde la fecha de su emisión estos Bonos no devengarán intereses. A partir del quinto año empesarán los Sorteos en la misma forma y proporsión que la señalada emisión de "Bons du Panamá". A partir del quinto año también, los Bonos devengarán un interes de 3% anual.

Admitiendo que gracias á la publicidad y á la ayuda de los Gobiernos de cada Estado de la Republica, se reuna tan solo UN MILLON DE PESOS por Estado, el éxito de esta emisión de Bonos quedará asegurada, por que además el extranjero y los Mexicanos que viven en países extranjeros, no dejaran por interesarse á esta empresa del Banco Unico, hoy de imperiosa necesidad para la Nación Mexicana.

Esta institución Bancaria con un Capital de Garantía, para la emisión de sus Billetes, tan netamente independiente y Nacional podra ser regentada, por un Gobernador del Banco designado por el Ejecutivo, asistido de un Consejo de Administración, de diez Consejeros y un Comite de Vigilancia y Desarrollo de otras diez personalidades designadas; CINCO por el Ministerio de Hacienda y los otros CINCO por una Asamblea de todas las Camaras de Comercio de la Ciudad de México.

El Consejo de Administración del Banco podra ser elegido en la misma proporsión, CINCO por Hacienda y CINCO por la Asamblea de Accionistas del Banco de quien se va á tratar:

CAPITAL ACCION DEL BANCO UNICO. - Constituido el Capital de Garantía \$ 50.000.000. que solo podrá servir para justificar el valor, reserva oro, de la emisión de los Billetes del Banco, Capital adquirido en la forma que acabamos de exponer, se emitira el Capital efectivo tambien, pero libre para organización y operaciones metalicas del Banco. Ese Capital podría ser de \$ 25.000.000. Oro Nacional, representados por 50.000.00 Acciones de \$500.00 cada Accion con exhibición de 50 % al abrir se la suscripción y 25 % cada TRES MESES hasta el Completo.

El Gobierno podrá suscribir hasta el 51 % de dichas acciones para controlar la mayoría; y tendra el derecho transcurrido el plazo de 20 años de adquirir de los portadores todas las demás acciones que creyera conveniente á sus intereses.

La institución del Banco Unico tendra un privilegio "Concesión" de 99 años.

No podra emitir Billetes de Banco sino en la proporción de DOS POR UNO del Monto del Capital de Garantía.

Este Capital de Garantía será depositado en una proporción satisfactoria en un Banco de cada una de las Grandes Capitales de mas contacto con México.

Para establecer estos Depósitos de Garantía, en dichas Capitales, se comprarán valores del mismo país; valores de los llamados de PRIMER ORDEN.

Esta operción en las circunstancias presentes, puede asegurar al Banco Unico un rédito de mucha cuantía que permitira

el aumento progresivo del Capital Garantía, el mismo.

Los beneficios de la Institución se repartirán como sigue:

- 5 % Al fondo de reserva.
 - 10 % A la amortización.
 - 10 % A la Federación.
 - 7 % A la Gerencia. y
- El remanente á los Acionistas del Banco.

Cuando las reservas excedan del 50% del Capital Acción, el Consejo de Administración tendrá el derecho de aplicar el exceso, al aumento del Capital Garantía, para la emisión de Billetes.

Este programa es digno de un país libre y asegurara la independencia de sus operaciones financieras y el cumplimiento futuro de sus obligaciones para con sus propios conciudadanos y el extranjero.

México, Abril 28 de 1923.

Lucas Romaynas

P.D-Sobre esas bases los antiguos Bancos de emisión debrían ser los primeros suscritores, tanto de las acciones como de los bonos, dirigiendose luego ellos mismos al público para colocar la proporsión de acciones y bonos que no quisieran guardar para si. Y asi la mayoría de esos Bancos antiguos de emisión podría con la venia del Gobierno y de sus accionistas transformarse en Bancos Refaccionarios ó Agrícolas ostentando cada uno en su Estado la representación del Banco Unico.

40

AUTORIZACION en virtud de la cual el Señor Secretario de Estado y del Despacho de Hacienda y Crédito Público, otorgada en representación del Ejecutivo Federal al Señor Henri Marcel Stoll, permiso para establecer una Institución Comercial de - caracter bancario en esta Ciudad.

ARTICULO PRIMERO. - Se autoriza al Señor Henri Marcel -- Stoll para establecer en esta Ciudad una Institución Bancaria, la cual podra practicar las siguientes operaciones:

A. - Hacer operaciones de prestamo y descontar ó negociar documentos de crédito, con plazo no mayor de seis meses.

B. - Hacer prestamos á Negociaciones Industriales, Mineras y Agrícolas, á plazo no mayor de Dos Años, para que sean invertidos en su impulso y desarrollo, haciendose para este - genero de operaciones una reglamentación clara y precisa que otorgue todo genero de garantías para la Institución.

C. - Hacer prestamos con garantía real de mercancías que se remitan por conducto del Banco, para ser vendidas dentro del pais ó en el extranjero; recibos de mercancías depositadas en almacenes públicos y prenda de toda clase de bienes y valores, como semillas, productos y frutos, metales preciosos, títulos de Crédito del Gobierno Federal, de los Estados y de las Municipalidades de la República ó de particulares, acciones, bonos, etc, etc.

D. - Hacer prestamos sin garantía real, sino solamente - personal.

E. - Recibir dinero y valores en custodia.

F. - Abrir y seguir cuentas corrientes para operar por - medio de cheques á su clientela con ó sin intereses y con provisión de fondos ó sin ellos.

G. - Comprar y vender giros, negociar letras de cambio, libranzas ó mandatos de cualquiera especie, pagaderos en la República ó en el extranjero; girar letras, libranzas, cheques ó mandatos de toda clase, pagaderos en el pais ó en el extranjero. (exterior)

H. - Comprar y vender metales preciosos, valores públicos, acciones de Bancos y Sociedades de Comercio, Bonos Hipotecarios emitidos por Bancos ó Instituciones Comerciales, etc.

I. - Recibir los depositos que manden hacer las autoridades Judiciales ó Administrativas, con arreglo á las Leyes.

J. - Hacer prestamos á los Gobiernos Federal ó de los Estados, sin que en ningun caso el monto de estos prestamos en conjunto, pueda exceder del 20 % del importe del capital exhibido.

L. - Emitir Bonos de Caja, con sujeción á las siguientes reglas:

I. - Los Bonos de Caja serán de 50, 100, 500, y 1.000 - pesos.

II. - Estaran expedidos al portador ó seran nominativos. Los primeros se transmitirán por la simple transmisión del título y los segundos por endoso.

III. - Irán firmados por los funcionarios que determinen los Estatutos y por el Interventor del Gobierno.

IV. - Seran pagaderos en un plazo no menor de tres meses, ni mayor de cinco años.

V. - Causaran interes, cuyo tipo y época de págo fijara

el Consejo de Administración, y debera expresar el titulo respectivo.

VI. - Podrán ser emitidos al plazo máximo fijado, con vencimientos parciales, por semestres vencidos ó anualidades, debiendo estos titulos tener cupones cancelables, por simple perforación, á efecto de continuar vigentes, bien porque su tenedor se limite al cobro de intereses correspondiente, sin exigir su pago, con lo que quedarán automaticamente prorrogados, por el siguiente lapso dentro del limite de su vencimiento, ó bien para que la Institución pueda ponerlos en circulación.

VII. - Podrán ser cobrados los Bonos, una vez vencido su plazo definitivo fijado en ellos, en cualquier tiempo, pero el capital que represente solo ganara réditos hasta la extinción de ese plazo.

VIII. - La institución podrá, si le conviene, recibir los Bonos como prenda fiduciaria ó pagarlos antes de su vencimiento

IX. - Los Bonos gozaran preferencia para su reembolso sobre cualesquiera otros créditos de la Institución, con excepción de los créditos llamados de dominio, sobre los bienes materia del Contrato ó de la operación conforme á las Leyes; en los créditos hipotecarios en los que la hipoteca haya sido registrada con anterioridad á la fecha de emisión del Bono y de los adeudos al fisco.

ARTICULO SEGUNDO. - La Institución esta obligada á mantener en caja, un numerario, el 33 % cuando menos del importe de los depósitos á la vista ó á plazo, no mayor de tres días, que tuviere en su poder; quedando facultado para sustituir el numerario, hasta la mitad de dicho 33 %, con valores inmediatamente realizables. El 67 % restante se garantizará con documentos descontables, de plazo no mayor de seis meses. Se entenderan titulos ú obligaciones inmediatamente realizables: I. - Los titulos de la deuda pública y los que en su capital ó réditos garantice el Gobierno Federal. - II. - Los Bonos de Naciones ú Sociedades extranjeras que se capitalizen al 4 % ó tipo menor en las Bolsas Oficiales en donde esten cuotizados. - III. - Los Bonos de los Estados ó Municipios de la Federación que se capitalizen al tipo de 6 % ó á tipo menor. - IV. - Los billetes de Banco, los Bonos hipotecarios, los Bonos de Caja y los Bonos de prenda, siempre que los mencionados valores hayan sido emitidos por Instituciones de Conseción Federal. - V. - Las acciones ú obligaciones emitidas por sociedades nacionales, siempre que estos titulos esten cuotizados en alguno de los mercados del pais ó del extranjero y que hayan pagado dividendos legitimos durante los cinco meses anteriores.

ARTICULO TERCERO. - Podrá la Institución igualmente:

A. - Encargarse del servicio de réditos que deba pagar por su deuda el Gobierno en el pais ó en el extranjero.

B. - Encargarse de igual servicio, con respecto á Negociaciones Industriales, Petroleras, Mineras, Agricolas y Comerciales.

C. - Hacer en el pais y en el extranjero los arreglos para Contratación de Empreritos Federales, de los Estados y de los Ayuntamientos.

D. Hacer las gestiones necesarias para la colocación ó venta de los Bonos ó Titulos emitidos por estas entidades y tambien por Empresas públicas ó privadas. Prestar su garantía para facilitar el descuento ó negociación de pagares ú obligaciones exigibles á un plazo maximo de seis meses, y en general,

practicar por su cuenta, por cuenta agena ó en participación, toda clase de operaciones bancarias con el Gobierno, Bancos, Comerciantes, Petroleros, Industriales, Propietarios y Agricultores sin mas limitación que las que consignan expresamente las Leyes.

ARTICULO CUARTO. - La Institución no podrá hacer operaciones de prestamo ó descuento con plazo mayor de seis meses y con menos de dos firmas de notoria solvencia ó con prenda, con excepción de los siguientes casos: - I. - Los fijados en los Incisos A. B. C. del Artículo Primero. - II. - Cuando se vea precisada para aceptar en pago para liquidación de cuentas, documentos existentes en poder de sus deudores.

ARTICULO QUINTO. - El importe de los Bonos de Caja, que la Institución ponga en circulación, nunca será mayor del Dúplo del Capital Social efectivamente pagado.

ARTICULO SEXTO. - La Institución creara un Departamento especial de Ahorros que reglamentara en forma conveniente, de acuerdo con las Secretarías de Hacienda y Crédito Público y la de Industria, Comercio y Trabajo para fomentar el Ahorro Obrero y el de los empleos públicos, mediante las estampillas del Trabajo, que se crearan por una Ley, proporcionando las mayores ventajas posibles hasta otorgar participación en las utilidades mutuas de la Institución en este departamento.

ARTICULO SEPTIMO. - Podra la Institución, por acuerdo expreso de la Secretaría de Hacienda hacer anticipos de cantidades á los Concesionarios ó dueños de Terrenos Petrolíferos, siempre que la Secretaría de Industria, Comercio y Trabajo certifique la utilidad de hacer dichos anticipos.

ARTICULO OCTAVO. - Queda la Institución sujeta á las siguientes bases:

I. - Su capital Social se fija en \$ 50.000.000.00 Cincuenta Millones de pesos Oro Nacional. De esta cantidad se destinaran \$ 30.000.000.00 Treinta Millones para las operaciones refaccionarias á la Industria Petrolera, Comercio y Agricultura y \$ 20.000.000.00 Veinte Millones para operaciones de prestamo, giros y descuentos.

II. Su domicilio legal sera la Ciudad de México, en donde recidira su Consejo de Administración.

III. - La institución podra establecer, previamente autorizada por la Secretaría de Hacienda, Casas Bancarias Regionales en las Ciudades que se elijan en los Estados de la República Mexicana.

IV. - Para garantizar el Establecimiento de la Institución se constituirá en la Tesorería General de la Nación, un Depósito por valor de \$ 300.000.00 Trescientos Mil pesos Oro Nacional cuyo depósito le sera devuelto tan pronto como den principio las operaciones, bien entendido de que esta autorización no tendrá ningun valor mientras el depósito no este constituido á satisfaccion del Gobierno.

ARTICULO NOVENO. -

A. - Los Bonos de Caja ó cualesquiera otros, los Certificados de depósito, los cheques que expida y los que giren á su cargo, llevaran las estampillas que prevenga la Ley del Timbre pero con la limitación de que sea cual fuere el valor de los expresados giros ó documentos, el de la estampilla nunca excedera de 5 ¢ (cinco centavos). La Institución expedirá sus talonarios de cheques ya timbrados.

B. - Los Estados de la Federación no podran gravar las operaciones que este contrato autoriza realizar á la Institución

con impuesto alguno, con excepción de los prestamos con garantía (prendaria) hipotecaria, en los cuales el monto del impuesto no excedera de un cuatro por ciento del importe de la operación.

ARTICULO DECIMO. - Esta conseción dura veinte años, que serán contados desde la fecha de este Contrato y podra prorrogarse solicitando el permiso con dos años de anticipación.

ARTICULO UNDECIMO. - La Institución no podra dar su cartera en prenda ó depósito á otras Instituciones Bancarias, con excepción del Banco Unico de Emisión á quien si podra enagenarse en prenda ó depósito irregular, dicha cartera.

ARTICULO DUODECIMO. - Esta Institución establecerá con el acuerdo y reglamentación que fijen las Secretarías de Industria y Comercio y la de Hacienda y Crédito Público, almacenes de depósito, en dónde los comerciantes del pais tendran la franquicia de introducir sus mercancías, sin pagar en los puertos de entrada, los derechos de importación, y que podrán realizar total ó parcialmente, cubriendo en el momento de su extracción, las cuotas arancelarias, con arreglo á la Tarifa.

ARTICULO TRIGESIMO. - Queda autorizado el señor Henri Marcel Stoll, para hacer el traspaso de la Conseción que comprende este contrato, á la Sociedad Anonima que formará para la implantación de la Institución " BANCO AGRICOLA E INDUSTRIAL DE MEXICO " siendo nulos cualesquiera otros traspasos que se hicieren sin previa autorización de la Secretaría de Hacienda.

ARTICULO DECIMO CUARTO. - El Gobierno Federal ejercitará el derecho de intervención de la Institución, por medio de uno ó más Interventores, que nombrara la Secretaría de Hacienda, y para compensar al Gobierno de los gastos de intervención, la Institución le entregara por trimestres adelantados y en dinero efectivo, la suma de \$ 12.000.00 Doce Mil pesos Oro Nacional, al año, en la Tesorería Nacional, por cada Interventor.

ARTICULO DECIMO QUINTO. - No podran ser Presidente del Consejo de Administración, ni Directores ó Gerentes de la Institución en su Matriz ó Casas Regionales, los Funcionarios ó Empleados de los Poderes Ejecutivo Federal, Legislativo, Judicial, ni de los de iguales poderes de los Estados.

ARTICULO DECIMO SEXTO. - Toda controversia que se suscite con el Gobierno, con motivo de este Contrato, sera sometida á la decisión de los Tribunales Federales de la República Mexicana, con excepción de las que deban ser resueltas administrativamente, conforme á las Leyes.

ARTICULO DECIMO SEPTIMO. - El señor Henri Marcel Stoll, acepta la concesión para el establecimiento de la Institución " BANCO AGRICOLA E INDUSTRIAL DE MEXICO " en los terminos y bajo las bases y condiciones que se expresan en los Arts. anteriores, sujetandose en todo á las Leyes y disposiciones sobre la materia.

ARTICULO DECIMO OCTAVO. - Las utilidades de cada ejercicio se dividirán en la forma siguiente: 10 % para fondo de previsión y reserva. - 10 % para el Gobierno Federal, como utilidades que le corresponden por el crédito que presta á esta Institución, y el Balance, ó resto de utilidades, entre los Accionistas en la forma que determina el Consejo de Administración.

Es hecho en la Ciudad de México á

Lic. Demetrio Salazar
Ava. de S. Francisco n.º 29.
México D.F.

México Mayo 2 de 1923.

Sr General Don Alvaro Obregon.
Presidente de la Republica.
Palacio Nacional.

Señor Presidente:

Con fecha 14 del mes proximo pasado, tuve el honor de escribir a Ud en los siguientes terminos:

" Me permito molestar a Ud con esta carta; pero es mi deber, por tratarse de un asunto de gran interes para nuestro pais, enviar a Ud el Cablegrama que acabo de recibir de Francia."

"Este cable que me dirige el Sr M. Stoll, que vive en Paris, Num 9 Boulevard Jules Sandeau XVI, es la contestacion que él envia, al que con fecha 9 de este mes, le dirigió el Sr L. Roumagnac, despues de haber terminado este, el honor de conferenciar con Ud para darle las explicaciones necesarias sobre el Program Financiero, que un Grupo de Banqueros respetables de Paris y de algunas Provincias de Francia, está dispuesto a ejecutar en Mexico, y cuyo Programa fué entregado personalmente por el Sr Stoll al Doctor Cabrera, Encargado de Negocios de Mexico en Francia y que éste remitió a la Secretaria de Relaciones con el objeto de que fuese sométido al estudio y consideracion personal de Ud, lo mas pronto posible."

"El Grupo de Banqueros, que representa el Sr Stoll, es poderoso en las Finanzas de Francia y Europa: no tiene ligas de intereses con el Banco Nacional de Mexico, ni con el de Paris et des Pays Bas, que son los que han explotado tanto y por tantos años a los diversos Gobiernos de Mexico, a nuestro pueblo, buscando solamente el provecho personal del grupo de judios, que han poseido la mayoria de las acciones de esos Bancos."

" Desde hace tiempo, he estado trabajando yo con perseverancia, en union de personas que han colaborado conmigo en Paris para procurar animar y convencer a algunos hombres de negocios y capitalistas de Francia, sobre la conveniencia para Mexico y Francia, de establecer en Mexico un BANCO con Capital Nuevo e Independiente de Ligas con los viejos Bancos de Mexico, para que podamos ofrecer al Comercio, a la Minería, la Agricultura e Industrias algunos elementos pecuniarios de los que, HOY CARECEN COMPLETAMENTE y reanimar la explotacion de la riqueza publica por medio del trabajo honrado y procurando asi ayudar a la reconstruccion económica de nuestro pais."

" Despues de vencer dificultades de diversos generos, hemos logrado, que el Sr Stoll, que es CONSEJERO FINANCIERO de los PRINCIPALES BANCOS DE FRANCIA, hombre honorable, que tiene grande influencia sobre los GRANDES FINANCIEROS de aquel pais, forme un Grupo VALIOSISIMO, que ha sometido a Ud. oficialmente el programa de negocios importantes que se proponen ejecutar desde luego en Mexico, para lo cual cuenta con todo el capital necesario y lo que es tan indispensable, con el apoyo debido en Francia, para poder extraer de aquel pais, el capital que invertiran en nuestro pais para su reconstruccion.-"

"Bien facil es para Usted Sr. Presidente obtener todos los datos que Usted desee sobre solvencia, honorabilidad y seriedad de este grupo

pidiendo por cable y por conducto de persona de su confianza personal esos informes y estoy seguro de que los recibirá Ud. tan satisfactorios, como es necesario, para que Usted decida sobre la -- conveniencia de aprovechar estos buenos elementos financieros que hemos conseguido organizar y ponerlos en contacto directo con Ud.

pues; como vera Ud. por el cablegrama adjunto, estan dispuestos a hacer inmediatamente el deposito de 1.500,000 francos oro, para garantizar el establecimiento del Banco, que sera la base para poder comensar la ejecucion del programa financiero sometido a Ud. y que comprende los importantes negocios que realizarán en Mexico, si encuentran aqui, en Usted y en el Gobierno, el apoyo debido conforme a nuestras leyes y para hacer el depósito esperan unicamente que Usted nombre al Sr. Stoll, como Consejero Financiero en estos negocios, como se le prometió en el cablegrama, que Usted conoce y que él contesta, en el que envio adjunto.-"

"Cumpla gustoso mi deber al hacer conocer a Usted lo que hasta hoy se ha hecho en este negocio, bajo mi consejo profesional, y deseo -- sinceramente que Ud., como Jefe de la Nacion, se resuelva a aprovechar ésta buena oportunidad para atraer a nuestro pais este importante grupo de financieros para bien de nuestra Republica.-"

"Me es grato ponerme a sus ordenes para darle todos los informes y detalles que dependan de mi y que Usted desee sobre estos asuntos y en espera de ellas, si a bien lo tiene darmelas, subscribirme de Usted respetuosamente, etc., etc..-"

Como hasta la fecha no he tenido ninguna contestacion a esa mi carta anterior, y temo que se haya extraviado en el correo, me permito transcribirsela nuevamente, rogandole que en contestacion me de Usted a conocer su modo de pensar sobre este negocio, para que yo pueda transcribirlo a mis clientes en Paris, por lo cual le anticipo mis agradecimientos y me repito de Ud. su atento, respetuoso y seguro servidor,

H. Salazar

45

"VIA GALVESTON."
COMPANÍA TELEGRAFICA MEXICANA.

No se abone al mensajero ningún gasto que no esté especificado en el recibo.

CABLEGRAMA INMEDIATO

Roumagnac

Hotel Royal

A Cobrar.....